

CHAPITRE VII.—PRODUCTION.

Le mot "production" est employé ici dans son acception la plus simple, c'est-à-dire signifiant la culture des champs, l'extraction des minéraux, la capture du poisson, la conversion des chutes d'eau en courant électrique, la fabrication, etc., autrement dit, ce que les économistes appellent la création d'"utilités tangibles." Ce terme n'embrasse pas certaines utilités, qui ne sont pas moins productrices dans un sens large et strictement économique, telles que: (a) les transports, la réfrigération, le négoce, etc., lesquelles ajoutent aux produits déjà ouverts les utilités complémentaires de "lieu," de "temps" et de "possession"; (b) les services que rendent les serviteurs et les personnes appartenant aux carrières libérales, telles que les professeurs et les médecins, ces services n'ayant rien de commun avec des produits mais étant néanmoins utiles à une société civilisée et représentant dans le langage économique la création d'"utilités intangibles."

Pour démontrer l'importance de cette activité il suffit d'observer, pour comparaison avec les chiffres des tableaux qui suivent, que les recettes brutes des chemins de fer en 1926 (la dernière année sur laquelle nous possédons les statistiques complètes des utilités impondérables), sont de \$493,600,000; celles des chemins de fer électriques, de \$51,700,000; celles des téléphones et télégraphes, de \$62,700,000, et qui toutes, à un point de vue large, peuvent être considérées comme "production". On pourrait aussi noter que sur 3,173,169 personnes de dix ans et plus engagées en 1921 à des occupations rémunérées au Canada, 268,092 l'étaient dans les transports, 310,439 dans le commerce, 61,301 dans les finances, 500,009 dans les services (y compris 216,270 dans le service domestique, 181,391 dans le service professionnel, 94,541 dans l'administration publique et 7,807 dans les amusements), soit un total de 1,139,841 ou 36 p.c. de l'ensemble. En d'autres mots, seulement 65 p.c. des personnes employées à des occupations rémunérées étaient dans la production suivant la définition adoptée dans le présent article. Attendu que les autres 35 p.c. sont probablement aussi productifs dans un sens large du mot que les 65 p.c., nous pouvons donc ajouter sept-treizièmes au total pour obtenir en dollars la valeur de l'activité productive du peuple canadien, suivant la définition que les économistes donnent de la production et qui est aussi à peu près approximative du concept du revenu national. Comme la valeur nette des denrées produites au Canada, suivant l'inventaire de la production qui suit, est de \$2,939,000,000 en 1922, \$3,051,000,000 en 1923, \$3,018,000,000 en 1924, \$3,325,000,000 en 1925, et \$3,613,000,000 en 1926, la valeur totale des activités productives de la population active canadienne peut être estimée monétairement à \$4,520,000,000 en 1922, \$4,696,000,000 en 1923, \$4,643,000,000 en 1924, \$5,115,000,000 en 1925 et \$5,558,000,000 en 1926.

Ce chiffre de la production totale dépasse naturellement celui du revenu national, parce qu'il en faut déduire une portion considérable pour garder intact le capital national engagé dans la production avant que le résidu soit placé à la disposition des individus. La machinerie hors d'usage ou simplement désuète doit être remplacée; il faut garder les bâtiments et l'outillage en bon état, etc. En d'autres termes, il faut prélever sur les produits de chaque année de quoi subvenir à la dépréciation de l'agencement qui a servi à leur production avant qu'aucune partie de ces produits ne soit allouée à des individus. Sur cette base, il est probable que pas plus de 90 p.c. de la valeur des activités productives du Dominion ne soient disponibles pour la consommation à titre de revenu national. Pour ces raisons, le revenu du peuple canadien en 1926 est dans le voisinage de \$5,000,000,000. (Voir aussi l'item "revenu national" dans l'index.)